

Accord professionnel

BANQUE POPULAIRE

ACCORD DU 15 DÉCEMBRE 2010

RELATIF AU DIALOGUE SOCIAL

NOR : ASET1150463M

Dans le prolongement de la mise en place de la commission paritaire Banque populaire et conformément aux dispositions légales, les parties signataires, conscientes de l'intérêt du dialogue social au sein de la branche Banque populaire, s'engagent à constituer une commission paritaire nationale de l'emploi (CPNE) et un observatoire prospectif des métiers et des qualifications.

Les dispositions qui suivent s'inscrivent dans la cohérence des négociations interprofessionnelles intervenues notamment en 2009.

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord est applicable à l'ensemble des entreprises de la branche Banque populaire.

Article 2

Commission paritaire nationale de l'emploi de la branche Banque populaire

Article 2.1

Missions

Conformément à l'ANI du 5 décembre 2003 relatif à l'accès des salariés à la formation tout au long de la vie professionnelle et dans le respect de l'intégralité des dispositions y figurant, la CPNE définit les orientations de la politique en matière d'emploi, de formation et de qualification professionnelles dans la branche Banque populaire. Les entreprises ont vocation à reprendre ces orientations dans leurs plans de formation.

Dans ce cadre, la CPNE a pour missions :

1. D'examiner et de préconiser les objectifs prioritaires des orientations de la formation professionnelle.
2. D'étudier, notamment au travers de l'examen des données résultant des travaux de l'observatoire prospectif des métiers et des qualifications, la situation de l'emploi et les perspectives d'évolution en termes quantitatifs et qualitatifs ainsi que leurs incidences en termes de formation et de qualification, et en tire les enseignements.
3. D'élaborer la liste des qualifications professionnelles reconnues par la branche, susceptibles d'être inscrites au répertoire national des certifications professionnelles facilitant ainsi la construction des parcours professionnels.
4. De définir les études à retenir sur l'emploi et la formation professionnelle par l'observatoire prospectif des métiers et des qualifications.
5. De définir les priorités de financement et d'affectation des ressources de la professionnalisation gérées et fixées sur le plan financier dans le cadre de la section paritaire professionnelle au sein de l'OPCA désigné par la branche.
6. D'élaborer des recommandations pour faciliter l'accès à la formation des salariés en situation de handicap.
7. De veiller au respect de l'égalité professionnelle des femmes et des hommes dans l'accès à la formation professionnelle.
8. De formuler des propositions et de donner un avis, sur les objectifs et les modalités de mise en œuvre des actions cofinancées par le fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels.

Article 2.2

Composition et fonctionnement

La CPNE est constituée d'une délégation syndicale composée de deux membres dont au moins un délégué syndical de branche par organisation syndicale représentative dans la branche Banque populaire, désignés par leur confédération, fédération ou syndicat national. Les membres ainsi désignés sont soit DSB, soit salariés d'entreprises comprises dans le

champ d'application du présent accord et d'une délégation patronale composée d'un nombre équivalent de membres désignés par l'organe central.

La présidence de la CPNE est assurée alternativement par un représentant désigné par la délégation syndicale et un représentant désigné par la délégation patronale.

Le mandat des représentants ainsi désignés est de 2 ans renouvelables.

Les représentants peuvent être remplacés en cours de mandat en cas de défaillance définitive, selon les mêmes modalités que celles applicables à la désignation (cf. premier alinéa du présent article).

Le secrétariat de la commission est assuré par l'organe central. Il établit un calendrier annuel prévisionnel ainsi que l'ordre du jour des réunions en concertation avec les président et vice-président.

La parité est respectée dès lors que les deux délégations, syndicale et patronale, sont représentées.

La CPNE se réunit au moins deux fois par an. Le secrétariat établit un compte rendu de séance à l'issue de chaque réunion et tient informées les entreprises de la branche.

La CPNE se réunit pour la première fois dans les 3 mois suivant la signature du présent accord. A cette occasion, elle fixe les modalités de son fonctionnement.

Article 3

Observatoire prospectif des métiers et des qualifications de la branche Banque populaire

Article 3.1

Missions

Les parties signataires conviennent de mettre en place un observatoire prospectif des métiers et des qualifications (ci-après « l'observatoire ») de la branche Banque populaire.

Cet observatoire intègre et se substitue à l'observatoire des emplois du groupe Banque populaire créé par l'accord du 16 décembre 2008 à compter de la conclusion du présent accord.

Les parties conviennent que les missions de l'observatoire sont les suivantes :

1. Accomplir des travaux d'analyses venant en appui des réflexions menées au sein de la CPNE avec le concours éventuel de personnes qualifiées ou d'organismes.
2. Suivre les évolutions des métiers y compris les métiers sensibles pour pouvoir proposer des actions anticipatrices ou d'ajustements en termes de formation et de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences dans les entreprises de la branche.
3. Collecter des données quantitatives et qualitatives sur les emplois.

De plus, les parties signataires encouragent les échanges entre les OPMQ du groupe BPCE, notamment au travers des travaux concernant nos métiers traditionnels communs.

Article 3.2

Fonctionnement

L'observatoire est animé par un comité paritaire constitué d'une délégation syndicale et d'une délégation patronale. Ces deux délégations sont composées selon les modalités suivantes :

- un membre par organisation syndicale représentative dans la branche Banque populaire, désigné par leur confédération, fédération ou syndicat national parmi les DSB ou les salariés d'entreprises comprises dans le champ d'application du présent accord ;
- un nombre équivalent de membres représentant les employeurs, désignés par l'organe central.

Le comité paritaire se réunit au moins deux fois par an.

Le secrétariat de l'observatoire est assuré par l'organe central. Il établit un calendrier annuel prévisionnel ainsi que l'ordre du jour des réunions.

Les résultats des travaux sont communiqués aux membres de la CPNE.

Article 4

Dispositions communes

Les modalités de remboursement des frais liés à la participation des représentants des organisations syndicales aux réunions de la CPNE et de l'observatoire sont identiques à celles en vigueur pour les délégués syndicaux de branche.

Pour permettre le fonctionnement de ces deux instances (CPNE et OPMQ), chaque organisation syndicale représentative dans la branche Banque populaire bénéficie au maximum de 6 demi-journées préparatoires par exercice au bénéfice des membres qui ne sont pas DSB.

Article 5

Dispositions finales

Article 5.1

Dans un souci de lisibilité des dispositions conventionnelles, les parties signataires conviennent que les dispositions du présent accord ne se cumulent pas avec les dispositions négociées et conclues par la commission paritaire de la banque notamment celles actuellement précisées à l'article 8.3 de la convention collective de la banque et aux articles 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 de l'accord du 8 juillet 2005 sur la formation professionnelle tout au long de la vie dans les banques. En conséquence, le présent accord remplace intégralement les dispositions ci-dessus citées.

Article 5.2

Durée et date d'entrée en vigueur

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Il prend effet à compter de la date de conclusion du présent accord.

Article 5.3

Révision. – Dénonciation

Tout signataire peut demander la révision du présent accord, conformément à l'article L. 2261-7 du code du travail. Cette demande doit être notifiée aux autres signataires par lettre recommandée avec avis de réception. Cette lettre doit comporter les points concernés par la demande de révision et être accompagnée de propositions écrites.

Les négociations concernant cette demande devront s'ouvrir au plus tard dans un délai de 3 mois à compter de la réception de la demande de révision.

Le présent texte peut être dénoncé à tout moment par une des parties signataires, dans les conditions prévues à l'article L. 2261-9 du code du travail, sous respect d'un préavis de 3 mois. Ce préavis commence à courir le lendemain du jour du dépôt de la dénonciation auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

Article 5.4

Dépôt et publicité

Le présent accord est notifié par l'organe central à l'ensemble des organisations syndicales.

Conformément aux dispositions prévues aux articles L. 2231-6, D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail, le présent accord sera déposé par l'organe central en double exemplaire auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

Un exemplaire de ce texte sera également remis par l'organe central au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Fait à Paris, le 15 décembre 2010.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

BPCE.

Syndicats de salariés :

CFDT ;

CFTC ;

CGT ;

CGT-FO ;

SNB CFE-CGC ;

UNSA.